

Convention collective régionale

IDCC : 1980. – **COMMISSIONNAIRES EN DOUANE
ET AGENTS AUXILIAIRES
DE LA MARTINIQUE
(6 décembre 1996)**

(Bulletin officiel n° 1997-12 bis)

(Etendue par arrêté du 19 août 1997,
Journal officiel du 28 août 1997)

■ *Journal officiel* du 15 octobre 2005

**Arrêté du 4 octobre 2005 portant extension d'un avenant à la
convention collective des commissionnaires en douane et agents
auxiliaires de la Martinique (n° 1980)**

NOR : SOCT0512013A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu les articles du 19 août 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 30 juin 2005, portant extension de la convention collective des commissionnaires en douane et agents auxiliaires de la Martinique du 6 décembre 1996 et des textes la modifiant et la complétant ;

Vu l'avenant n° 6 du 19 mai 2005, relatif aux salaires et à la prime de transport, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 14 juillet 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 22 septembre 2005,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des commissionnaires en douane et agents auxiliaires de la Martinique, les dispositions de l'avenant n° 6 du 19 mai 2005, relatif aux salaires et à la prime de transport, à la convention collective susvisée.

L'article 2 de l'accord est étendu sous réserve de l'application des dispositions légales et réglementaires portant fixation du salaire minimal de croissance.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des relations du travail :

Le sous-directeur de la négociation collective,

P. FLORENTIN

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/27, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.